

## **PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 22 MAI 2025**

L'an deux mil vingt-cinq, le vingt-deux mai à vingt heures trente, le conseil municipal de la commune de Saint Pierre des Fleurs, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique ordinaire dans sa salle habituelle des délibérations sous la présidence de Monsieur Bruno GERMAIN, Maire.

Membres présents : Mesdames et Messieurs Bruno GERMAIN, Nathalie RICARD, Bernadette LETHIMONNIER, Lucien TREFFÉ, Danièle HAUDQUET, Isabelle ROSSIGNOL, Patrice PASCHEL, Frédéric GERIN, Yannick MOUSSELET, Mickaël PREVOST, Dominique BLOT, Michelle GUNST.

Membres absents excusés :

Pascal LANGLOIS a donné pouvoir à Bruno GERMAIN

Yann BESSIERE a donné pouvoir à Nathalie RICARD

Bénédicte GUENGANT a donné pouvoir à Danièle HAUDQUET

Sophie DELAFOSSE a donné pouvoir à Bernadette LETHIMONNIER

Membres absents : Patrick CHATRAIN, Mélanie ROUSSELLE-DUVAL.

Secrétaire de séance : Dominique BLOT a été nommé(e) secrétaire de séance.

Date de convocation : 16/05/2025

Date d'affichage : 16/05/2025

Nombre de conseillers en exercice : 18

présents : 12

votants : 16

La séance est déclarée ouverte à 20H30 par M. le Maire.

M. le Maire propose d'élire le secrétaire de séance Mme Dominique BLOT. Celle-ci est d'accord et le conseil municipal accepte à l'unanimité.

L'état de présence est signé par les conseillers municipaux.

M. le Maire demande si tous les Conseillers Municipaux ont reçu le compte-rendu du Conseil Municipal précédent et s'il appelle des remarques. En l'absence de remarque, il est adopté à l'unanimité.

M. le Maire rappelle les points mis à l'ordre du jour :

- Tirage au sort du jury d'assises 2026
- Convention avec la CCRS pour l'occupation des locaux communaux par les accueils de loisirs 2025
- Travaux à refacturer au SIEGE 27
- Encaissement d'un chèque des assurances
- Vente de la maison communale chemin des Forrières
- Numérotations d'habitations chemin des Forrières
- Règlement de l'exposition de peinture et de sculpture
- Protection sociale territoriale
- Accord de principe pour la mise en place d'un dispositif de vidéoprotection sur la RD 840
- Avenant N°2 aux travaux de la RD 840
- Prise en charge de frais pour la venue d'un auteur

### **TIRAGE AU SORT DES JURES D'ASSISES POUR 2026**

Les jurés d'assises seront tirés au sort à partir de la liste électorale de Saint Pierre des Fleurs d'un nombre triple de celui fixé par arrêté préfectoral, soit :  $3 \times 1 = 3$  jurés.

Procédé : un premier tirage donne le numéro de la page de la liste générale des électeurs, un second tirage donne la ligne et par conséquent le nom du juré.

Ainsi les personnes suivantes sont tirées au sort :

- Mme Léa Lina Claudine POIRIER, née le 01/11/2002 à Vitry-Sur-Seine habitant 11 Résidence du Clos des Chênes à Saint Pierre des Fleurs

- M. Clément Henri Christian Thierry WEGMULLER, né le 19/10/1993 à Saint Aubin les Elbeuf habitant 2, Résidence du Cèdre à Saint Pierre des Fleurs
- Mme Anaëlle Julie DUCHENNE née le 29/11/1997 à Metz habitant 1 rue de la Fermanière à Saint Pierre des Fleurs

**D 2025 05 27 : CONVENTION AVEC LA COMMUNAUTE DE COMMUNES ROUMOIS SEINE POUR L'OCCUPATION DES LOCAUX COMMUNAUX LIES AU FONCTIONNEMENT DES ACCUEILS DE LOISIRS – EXERCICE 2025**

M. le Maire expose au conseil municipal que la mise en œuvre des accueils collectifs de mineurs ainsi que les Temps Péri-scolaires et Extrascolaires conduit la Communauté de Communes Roumois Seine (CCRS) à devoir utiliser certains locaux communaux.

Il convient donc de définir dans une convention, que M. le Maire présente au Conseil Municipal, les règles régissant l'utilisation, parfois partagée, des locaux, du matériel ainsi que les équipements extérieurs ainsi que les dispositions financières.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité ;

- 1) AUTORISE M. le Maire à signer la convention d'occupation des locaux communaux pour l'année 2025, valable une année à compter de la date de signature avec la communauté de communes Roumois Seine et annexée à la présente.
- 2) DEMANDE à la CCRS de communiquer mensuellement à la commune de Saint Pierre des Fleurs, le tableau de présence des enfants accueillis pendant le temps péri-scolaire sur le site communal.

**D 2025 05 28 : TRAVAUX A REFACTURER AU SIEGE 27**

Monsieur le Maire expose que dans le cadre des travaux de la RD840 route d'Elbeuf et de la voie verte Sente aux Drapiers, il était prévu que le SIEGE 27 pose les 5 massifs de candélabres. Le SIEGE 27 ne pouvant pas honorer les délais imposés par le calendrier des travaux, il a été proposé à l'entreprise en charge des travaux, de les poser elle-même et de les facturer directement à la commune (selon l'avenant n°1 approuvé par délibération du conseil municipal du 27/03/2025).

Il convient donc que la commune refacture au SIEGE 27 la pose des 5 massifs de candélabres (hors TVA puisque la commune la récupère au travers du FCTVA) comme suit : 5 X 201.60 € HT = 1 008 € HT

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité ;

- 1) ACCEPTE que le SIEGE 27 se soustraie de son obligation à poser les 5 massifs de candélabres.
- 2) ACCEPTE que ce soit l'entreprise VIAFRANCE en charge des travaux de la RD840 route d'Elbeuf et de la voie verte Sente aux Drapiers, qui pose les 5 massifs de candélabres.
- 3) DECIDE que la commune refacture au SIEGE 27 le montant des 5 massifs de candélabres soit 5 X 201.60 € = 1 008 € HT par un titre de recette d'investissement.

**D 2025 05 29 : ENCAISSEMENT D'UN CHEQUE DES ASSURANCES**

Monsieur le Maire informe que la commune a reçu un chèque des assurances GROUPAMA d'un montant de 1 471.10 € en remboursement de la remise en bon état du placard de l'école et du remboursement des livres qui s'y trouvaient lors de l'inondation du 4 janvier 2025.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité ;

- 1) ACCEPTE l'encaissement au budget primitif communal 2025 du chèque des assurances GROUPAMA d'un montant de 1 471.10 €.

## **D 2025 05 30 : DECISION DE VENDRE LA MAISON COMMUNALE**

### **Débat**

M. le Maire informe que le toit de cette maison ainsi que son isolation sont à refaire, ce qui va engendrer des frais pour le futur acquéreur.

M. PASCHEL demande si les gens de la pétanque ont été prévenus de cette cession. Oui ce sera fait. Le futur acquéreur laissera l'accès aux pétanqueurs comme auparavant.

M. MOUSSELET demande quel est l'historique de cette maison. M. le Maire répond qu'elle a été acquise depuis 20 à 25 ans, sous la municipalité de M. GREBOVAL, pour en faire un local de l'école de musique de l'époque.

### **Délibération**

Monsieur le Maire rappelle que la maison sise 46, chemin des Forrières à Saint Pierre des Fleurs, cadastrée section B, N° 26, est actuellement propriété de la commune,

Vu la demande du locataire en date du 18/06/2024, de l'acquérir,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 20/06/2024 acceptant de la vendre, de procéder à son estimation financière immobilière ainsi qu'aux diagnostics énergétiques obligatoires avant la vente,

Vu la négociation entre la commune et le futur acheteur, le prix a été arrêté à 145 000 € hors frais de notaire,

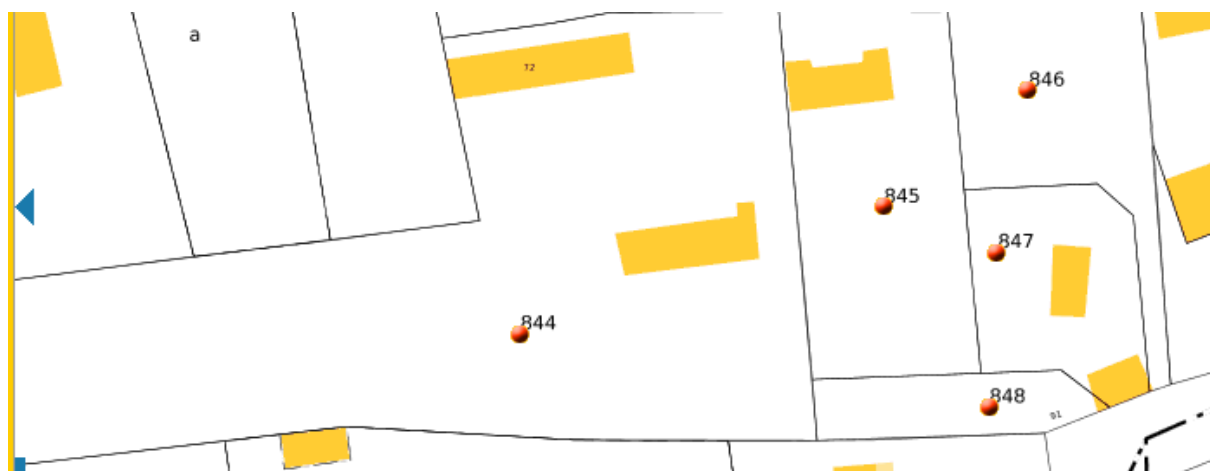
Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité ;

- 1) DECIDE de vendre la maison communale sise 46, chemin des Forrières à Saint Pierre des Fleurs, cadastrée section B N° 26, en l'état, au prix de 145 000 € net vendeur, somme qui sera versée sur le BP 2025 à l'article de recettes 775, frais de notaire à la charge de l'acquéreur.
- 2) AUTORISE le Maire à signer l'acte de vente chez le notaire Me Adrien PATY dont l'étude est située 38, rue de la République 27370 Amfreville Saint-Amand, ainsi que toutes les pièces afférentes à cette vente.

Arrivée de M. Yann BESSIERE, à 20h55.

## **D 2025 05 31 : NUMEROTATION D'HABITATIONS CHEMIN DES FORRIERES**

Monsieur le Maire expose à l'assemblée municipale que suite à la division de la parcelle de terrain sise actuellement au 72, chemin des Forrières, il convient de procéder à de nouvelles numérotations d'habitations selon le plan cadastral suivant :



Le Maire propose de procéder à la numérotation des propriétés suivantes :

1 <sup>ère</sup> parcelle B 844	Numéro d'habitation : 72
2 <sup>ème</sup> parcelle B 845	Numéro d'habitation : 72 Bis
3 <sup>ème</sup> parcelle B 846	Numéro d'habitation : 70 Bis

4 <sup>ème</sup> parcelle B 847	Numéro d'habitation : 70 Ter
5 <sup>ème</sup> parcelle B 848	Pas de numéro d'habitation car chemin d'accès

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité ;

- 1) DECIDE de renuméroter les 4 parcelles issues de la division comme dans le tableau présenté ci-dessus.
- 2) DECIDE d'en informer les riverains concernés, les services de la Poste, d'Eure Numérique, du cadastre, les services de sécurité des Pompiers et du SAMU.

#### **D 2025 05 32 : REGLEMENT DE L'EXPOSITION DE PEINTURE ET DE SCULPTURE**

Monsieur le Maire expose qu'il convient de mettre à jour le règlement de l'exposition de peinture et de sculpture qui a lieu chaque année autour du week-end du 11 novembre,

Après avoir entendu le nouveau projet de règlement et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité ;

- 1) ACCEPTE de mettre à jour le règlement de l'exposition de peinture et de sculpture.
- 2) ACCEPTE les termes du nouveau règlement de l'exposition de peinture et de sculpture, joint à la présente délibération.
- 3) AUTORISE le Maire à signer ce règlement.

#### **D 2025 05 33 : PROTECTION SOCIALE TERRITORIALE**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que les décrets n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 et n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement instaure la possibilité pour les collectivités et établissements publics de participer financièrement aux contrats santé de leurs agents, et leur obligation de choisir soit la labellisation soit une convention de participation et de participer financièrement à compter du 01 janvier 2025.

Les modalités de mise en œuvre de cette participation doivent être fixées par l'organe délibérant, après avis du Comité Social Territorial.

Il expose que dans le cadre de la prévoyance maintien de salaire, la modalité dite de la labellisation offre à l'agent la liberté de choix de sa garantie, la liberté de choix du coût de l'assurance, la liberté de résiliation.

Il apparaît donc que la modalité de labellisation paraît la plus adaptée au besoin des agents de la collectivité ;

Il indique par ailleurs que chaque agent, soit ayant déjà souscrit à une prévoyance appartenant à la liste labellisée, soit souhaitant y souscrire, pourra percevoir, sur présentation annuelle d'une attestation délivrée par son assurance attestant de la labellisation du contrat souscrit, une participation par la collectivité

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les Articles L452-42 et L 827-1 à L 827-12 du Code général de la fonction publique

Vu le Décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu l'ordonnance 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique

Vu le Décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement

Vu l'avis favorable du Comité social Territorial réuni le 29/04/2025 ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité ;

DECIDE à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 :

1°) de participer au financement des cotisations des agents de la collectivité, de l'établissement pour le risque Prévoyance de la mutuelle santé.

2°) de retenir pour le risque Prévoyance : la labellisation

3°) De fixer le montant de la participation financière mensuelle pour tous les agents en position d'activité sur présentation annuelle d'une attestation délivrée par la mutuelle attestant de la labellisation du contrat souscrit à :

Participation pour l'agent lui-même : 20 €

Pour son conjoint : 10 €

Pour ses enfants à raison de 10 € pour le 1<sup>er</sup> enfant et de 5 € par enfant supplémentaire.

4°) Il est précisé que la participation de la collectivité ne peut en aucun cas être supérieure au coût réel de la cotisation.

5°) De verser la participation financière (*aucun agent ne peut être exclu*) aux agents titulaires et stagiaires de la Commune, en position d'activité ou détachés auprès de celle-ci, travaillant à temps complet, à temps partiel ou à temps non complet, ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé en activité, ou bénéficiant d'un congé assimilé à une période d'activité.

PREND L'ENGAGEMENT d'inscrire les crédits nécessaires aux budgets des exercices correspondants.

### **D 2025 05 34 : ACCORD DE PRINCIPE POUR LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE VIDEOPROTECTION SUR LA RD 840 ET SUR LA RD26**

#### **Débat**

M. le Maire a rencontré l'entreprise qui a équipé la commune du Thuit de l'Oison. Il est proposé d'installer 3 caméras au niveau du carrefour, plus 1 au niveau de la bibliothèque qui est dotée d'une box, donc nul besoin d'installer un répéteur. Le devis présenté s'élève à 6 000 € HT avec présentation du lecteur de carte. Le système enregistre la plaque d'immatriculation du véhicule avec une image nette.

Mme HAUDIQUET demande si cette caméra aura une utilité pour surveiller le parking de l'école. Non, c'est juste pour lire les plaques d'immatriculations.

#### **Délibération**

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que la commune a récemment participé à une réunion d'échanges à la Sous-Préfecture de Bernay relative à l'intérêt général du déploiement d'un dispositif de vidéoprotection sur l'axe de la RD 840 entre Elbeuf et Le Neubourg. Force est de constater que face à la montée de la délinquance dans ce secteur, l'utilité d'un tel dispositif n'est plus à démontrer et est nécessaire afin de faciliter le travail des forces de l'ordre.

Le Conseil Départemental prévoit l'installation de plusieurs caméras. Afin de compléter ce maillage, les principales communes traversées par la RD840 sont invitées à s'inscrire dans la même démarche.

Il reste à étudier la faisabilité technique et le reste à charge financier pour les communes. La Sous-Préfecture se charge de se rapprocher du Département de l'Eure et des Intercommunalités concernées afin de connaître les financements possibles.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité ;

- 1) ACTE le principe de l'implantation d'un dispositif de vidéoprotection au droit du carrefour de la RD 840 avec la RD 26, ainsi qu'au niveau de la Bibliothèque située sur la RD 26.

### **D 2025 05 35 : AVENANT N°2 AUX TRAVAUX DE LA RD 840 (2<sup>e</sup> délibération d'avenant)**

#### **Débat**

M. le Maire précise que les potelets seront posés pour empêcher les stationnements sur la voie verte, que le prix de revient de la pose de feux tricolores électriques a pris en compte la déduction du coût des feux sur batterie initialement prévus au marché ainsi que le coût du câble d'alimentation électrique que l'entreprise sera en mesure de réutiliser ultérieurement. Il confirme que le rendu de ces feux a été efficace et que cela a évité bien des soucis, qu'une tranchée sera nécessaire pour brancher la vidéosurveillance depuis la mairie.

#### **Délibération**

Monsieur le Maire expose, que la Commune, a décidé d'engager les travaux d'aménagement de la voie verte et de requalification de la RD840. Suite au lancement de ces travaux, aujourd'hui de nouveaux recalages de prestations doivent être envisagés et doivent être régularisés par un avenant :

Proposition d'avenant sur le marché de travaux initial de l'entreprise VIAFRANCE pour un montant en plus-value de 13 674 € HT correspondant aux demandes complémentaires suivantes :

- Participation communale pour la gestion des feux tricolores sur le réseau électrique de la commune pour un montant de + 4 400 € HT
- Liaison de trottoirs entre le projet et l'existant pour un montant de + 4 373.60 € HT
- Potelets supplémentaires sur la voie verte pour un montant de + 2 646,00 € HT
- Liaison vidéo-surveillance mairie pour un montant de + 2 254,40 € HT

Ces avenants font ressortir un montant cumulé de + 13 674€ HT, soit une augmentation globale de + 2.318 % du montant initial des travaux de 589 926.18 € HT soit 612 734.79 € TTC qui s'inscrit dans l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération.

Après avoir entendu et délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité ;

- 1) APPROUVE le montant de l'avenant précité ci-dessus ;
- 2) AUTORISE le Maire à signer ce marché de travaux, au nom et pour le compte de la commune.

#### **D 2025 05 35 B : AVENANT N°2 AUX TRAVAUX DE LA RD 840** (2<sup>e</sup> délibération d'avenant)

Proposition d'avenant sur le marché de travaux initial de l'entreprise VIAFRANCE pour un montant en plus-value de 15 134.40 € HT correspondant aux demandes complémentaires suivantes :

- Participation communale pour la gestion des feux tricolores sur le réseau électrique de la commune pour un montant de + 4 400 € HT
- Liaison de trottoirs entre le projet et l'existant pour un montant de + 4 373.60 € HT
- Potelets supplémentaires sur la voie verte pour un montant de + 2 646,00 € HT
- Liaison vidéo-surveillance mairie pour un montant de + 2 254,40 € HT
- Fourniture et pose de 3 massifs de candélabres complémentaires + 1 460.40 € HT

Ces avenants font ressortir un montant cumulé de + 15 134.40 € HT, soit une augmentation globale de + 2.565 % du montant initial des travaux de 589 926.18 € HT, soit un montant total y compris les avenants de 627 869.19 € HT qui s'inscrit dans l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération.

Après avoir entendu et délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité ;

- 3) APPROUVE le montant de l'avenant précité ci-dessus ;
- 4) AUTORISE le Maire à signer ce marché de travaux, au nom et pour le compte de la commune.

*Annule et remplace la délibération n° D 2025 05 35 de la même date et du même objet.*

#### **D 2025 05 36 : PRISE EN CHARGE DE FRAIS POUR LA VENUE D'UN AUTEUR**

Monsieur le maire expose que dans le cadre de l'animation littéraire du 2 mai 2025 la commune a accueilli 3 auteurs.

Des frais de transport pour 2 courses en taxi pour 1 auteur sont inhérents. Ils ont été avancés par l'auteur sur le trajet gare St Lazare / aéroport Paris CDG et s'élèvent à un montant de 2 X 56 € TTC.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité ;

- 1) DECIDE de prendre en charge les frais de transport pour 2 courses en taxi, liés à la venue d'un auteur pour la manifestation littéraire du 2 mai 2025, à hauteur de 2 X 56 € TTC, soit au total 112 € TTC.
- 2) DECIDE que les dépenses seront imputées au compte 623 Publicité, publications, relations publiques du budget communal 2025.

## **TOUR DE TABLE**

Mme LETHIMONNIER informe l'assemblée de la réunion du conseil d'administration du CCAS qui aura lieu le mercredi 28 mai pour préparer la fête communale. Le club de l'espérance remercie la municipalité pour la subvention communale versée.

Mme DELAFOSSE lance un appel aux articles pour le prochain bulletin communal. Elle informe que l'enrobé allée du Blizzard a été refait par le SERPN.

Mme RICARD informe de :

- La kermesse de l'école qui aura lieu le vendredi 13 juin à partir de 17H30. L'école et Pergaufleurs y invitent le conseil municipal. Une restauration sera ouverte à 19H (inscription auprès de Mme RICARD), le spectacle des maternelles aura lieu de 17H30 à 18H15, celui des primaires de 18H15 à 19H00.
- La remise des clés USB pour les CM2 aura lieu le vendredi 20 juin à 18H30 suivie d'une soirée avec un bal pour les CM2, organisée par la municipalité et Pergaufleurs.

M. GERIN est déçu par le journaliste qui n'a pas fait paraître l'article sur la manifestation « Livres à déguster ». Un auteur M. PUERTOLAS s'est réinvité pour la prochaine manifestation du 29 mai 2026. Deux autres nouveaux viendront, M. Jacques EXPERT et Sophie TAL MEN.

Mme HAUDIQUET demande où en est l'affaire du choix du nom de la salle du CLAS. M. le Maire avoue ne pas s'en être occupé. Elle propose de demander leur avis aux habitants avec le prochain bulletin. M. MOUSSELET suggère de le faire au moyen d'un QR code. Mais tout le monde ne saura pas le lire.

Elle rappelle qu'une subvention exceptionnelle avait été demandée par la Société d'Histoire pour organiser une manifestation-exposition d'un campement militaire. Comme celle-ci n'aura pas lieu, il n'est pas nécessaire de conserver cette subvention pour l'association. La raison évoquée de l'annulation est que lors d'une fête communale, il y a un risque de vandalisme sur les véhicules et le matériel.

M. PASCHEL demande où en est le dossier du centre bourg. M. BESSIERE répond que les plans d'aménagement de l'eau pluviale et de la voirie n'ont pas été reçus mais que l'avancement va se faire quand-même.

M. MOUSSELET demande où en est l'affaire de la maison abandonnée. M. le Maire a engagé une procédure d'Etat d'abandon et ensuite, le propriétaire s'est manifesté au bout de 2 mois ½. Il propose soit de vendre, soit de continuer à restaurer le bien. Un permis de construire a été déposé qui suspend la procédure. Dès l'acceptation du permis de construire, il aura 2 ans pour commencer les travaux.

M. PASCHEL se renseigne si la commune met en place une mutuelle de groupe pour les administrés. M. Le Maire répond qu'il avait eu une proposition tendant à favoriser une assurance particulière, donc il n'a pas donné suite.

### **Travaux de la RD 840 – liaisons douces :**

M. TREFFÉ précise que les récents travaux de la RD 840 route d'Elbeuf ont eu une bonne qualité d'exécution.

Mme GUNST remercie M. BESSIERE pour ses commentaires en ligne sur la réalisation des travaux.

Mme ROSSIGNOL trouve qu'il est agréable de voir les gens se promener sur la nouvelle voie douce, mais elle met en garde sur la vitesse des automobilistes. M. le Maire dit qu'en effet, une route neuve est incitative de vitesse, mais la porte d'entrée contribue à les faire ralentir.

M. BESSIERE précise que la chicane a été conçue plus large pour ramener les usagers à une vitesse de 50 Km heure. L'effet est abouti juste devant le bureau NECA, puis en sortie il y a réaccélération, puis ralentissement ensuite. Avec les futures plantations, il y aura un visuel en perspective et le champ de vision sera réduit, des passages piétons et des marquages au sol contribueront à faire ralentir. Il y aura une période d'observation des usages, puis des modifications auront lieu si besoin. Les travaux se sont relativement bien passés.

Mme ROSSIGNOL rappelle que lors de la réunion publique préalable aux travaux, il avait été dit qu'il y aurait des places de parking devant les maisons des riverains, mais elle constate qu'il n'y en a pas devant chez-elle, ni d'arrêt « minute » pour les livraisons. M. BESSIERE précise qu'il n'est pas possible de réaliser des places de parking du côté de la piste cyclable car une certaine largeur s'impose. De plus, des noues d'infiltration des eaux pluviales sont nécessaires. En revanche, il y a eu un travail sur les entrées charretières qui sont plus larges afin de pouvoir stationner momentanément en « warning ». Il précise que le piéton reste prioritaire en agglomération en traversée de voie et qu'en effet il y aura une modification des pratiques pour les usagers.

Mme ROSSIGNOL demande s'il y aura une signalétique aux sorties des propriétés privées afin d'éviter des éventuelles collisions avec les usagers de la piste cyclable.

M. BESSIERE précise que tous les propriétaires limitrophes avec la piste cyclable, devront tailler leurs haies en limite de propriété ainsi qu'en hauteur réglementaire, ce qui n'est absolument pas le cas aujourd'hui. Mme ROSSIGNOL ajoute que même en taillant, l'avant des véhicules reste une gêne pour la visibilité sécuritaire.

M. BESSIERE précise que des potelets seront installés au milieu de la piste cyclable pour signaler les entrées et sorties des riverains. Il répète que les usages doivent changer et que chacun devra s'adapter.

Mme GUNST demande s'il y aura un sens de circulation pour les piétons et un autre différent pour les cyclistes. La piste est à double sens pour favoriser les croisements. Les piétons devront circuler à droite.

M. le Maire rappelle qu'une voie verte est également autorisée aux piétons.

Mme HAUDIQUET demande qu'un encart soit mis dans le prochain bulletin municipal pour mettre en garde sur la sécurité des trottinettes.

M. PREVOST, content que la remise en circulation normale de la route d'Elbeuf sera effective le 28 mai, dit que la rue du Mont Fautrel sera plus tranquille. Avec le beau temps qui revient, les motos, les scooters et les quads ont trouvé un nouveau passage pour rouler sur les chemins. Il demande que la gendarmerie revienne faire des patrouilles. M. le Maire est preneur de toutes propositions qui contribueraient à limiter les allers et venues de ces engins car la gendarmerie a peu de patrouilles pour surveiller 78 communes. Ils essaient de venir aux moments de la forte affluence de ces engins.

M. BESSIERE dit qu'il n'est pas facile d'agir, mais que lui, en tant qu'élu, le fait à son niveau. L'Etat n'effectuant pas son travail, les citoyens que nous sommes, ont le devoir de signaler et d'agir. L'action des élus est importante pour être acteur du changement des comportements. M. le Maire ajoute que tout citoyen peut agir.

Mme BLOT, s'est faite « jetée » lorsqu'elle a interpellé une personne.

Le Maire signale un second phénomène : le regroupement de jeunes personnes devant l'école où la boîte aux lettres a été dégradée.

M. PREVOST demande s'il y aura des triangles blancs dessinés au niveau des passages piétons, pour faire ralentir, que ce serait une expérimentation à faire. M. BESSIERE trouve que cette pratique ne sera pas efficace sur le long terme.

Pendant les travaux de la RD 840, et avec la déviation de la circulation sur la rue du Mont Fautrel, qui ressemblait à une autoroute, M. PREVOST demande si les bas-côtés seront refaits. Non. En revanche, M. BESSIERE précise qu'il est prévu que la CCRS refasse le tronçon de route depuis NECA jusqu'au carrefour de la vieille route, avant la fin d'année. M. le Maire ajoute que la réfection de la rue du Mont Fautrel est inscrite au Plan Pluriannuel d'Investissement de la CCRS. M. BESSIERE a obtenu l'engagement du Directeur Général des Services Techniques de la CCRS pour travailler en concertation avec la commune sur les futurs travaux intercommunaux. Il a demandé à plusieurs reprises que la CCRS ait un marché à bons de commandes pour réaliser la réparation des rustines sur les routes. Il trouve que ses dirigeants sont incompetents et qu'il ne suffit pas de vouloir augmenter les impôts. A force de parler de ce qu'il serait bien de faire, il trouve que la CCRS commence à avoir un changement de comportement vis-à-vis de la commune de Saint Pierre des Fleurs.

Il salue l'excellence opérationnelle de l'entreprise qui a été choisie pour exécuter les travaux de la RD 840, elle a été à l'écoute des riverains, elle a assuré la sécurité routière, la concertation entre la mairie et l'entreprise a été bonne pour le suivi des demandes et elle a augmenté l'amplitude horaire des journées de travail et plus de 2H pour respecter les délais de livraison des travaux. Il en résulte donc aucun retard par rapport au calendrier prévu. La commune assume entièrement sa décision d'avoir fait élaguer les haies des riverains qui avait pour objectif d'éviter tout retard ou d'arrêt du chantier.

Les travaux d'enrobé de la route ont été bien réalisés par l'entreprise du Département.

La réception des travaux est prévue pour le 28 mai, il reste encore à réaliser le barriérage sur la piste cyclable, à disposer un ensemble d'empierrement, l'aménagement au niveau des commerçants.



M. BESSIERE souhaite dénoncer le laxisme du cabinet de kinésithérapeutes, qui depuis plus de 5 ans ne souhaite pas traiter ses eaux de pluies malgré nos relances. De plus, ils s'épanchent auprès de leur patientèle, ce qui n'est pas une façon de faire.

Mme HAUDIQUET demande quel est le nombre de sacs à déchets alimentaires qu'un administré puisse avoir. 52 par an.

La première tranche de travaux de la RD840 étant terminée, M. le Maire demande au conseil municipal s'il peut engager la seconde partie d'étude financière de la route du Neubourg auprès d'Ingénierie 27, pour pouvoir commencer à demander les subventions et connaître le coût que la commune aura à supporter. Il y a une attente au niveau des riverains et des travaux pour l'arrêt des bus scolaires sont indispensables.

M. PREVOST dit qu'il ne faudra pas redétruire la route neuve au moment des travaux du futurs centre bourg.

M. BESSIERE demande si l'étude financière pourra aussi porter sur les travaux du carrefour.

M. le Maire précise qu'Ingénierie 27 doit commencer à travailler sur l'étude dès à présent pour que la commune puisse demander les subventions en 2026 et les obtenir en 2027. Le conseil municipal est d'accord pour demander l'étude technique et financière de la 2<sup>e</sup> tranche de travaux route du Neubourg.

La séance est levée à 22H45.